

NOUVEAU SONDAGE DE L'OBSERVATOIRE DES TOUT-PETITS

DÉVELOPPEMENT DES TOUTS-PETITS : QUELLES SONT LES ATTENTES DES QUÉBÉCOIS À L'ÉGARD DU GOUVERNEMENT ?

Montréal, 15 novembre 2022 – 87 % des Québécois considèrent qu'il est important que le gouvernement du Québec investisse plus pour favoriser le bien-être et le développement des enfants âgés de 0 à 5 ans. C'est ce que révèle un [sondage](#) dévoilé par l'Observatoire des tout-petits.

De plus, alors que l'augmentation du coût de la vie inquiète la population québécoise et fragilise les familles, près de 9 répondants sur 10 considèrent que le gouvernement devrait en faire davantage pour soutenir les enfants issus de familles en situation de vulnérabilité (89 %).

« Ce sondage met en lumière le fait que la population québécoise souhaite qu'on favorise collectivement le développement des tout-petits, et ce, dès la grossesse. Les citoyens souhaitent également qu'on accorde une attention particulière aux familles en situation de vulnérabilité, qui sont celles qui ont été le plus fragilisées par le contexte de pandémie. D'ailleurs, les trois priorités d'investissement qui ressortent du sondage sont: l'accès à des logements abordables pour les familles, la prévention de la maltraitance et l'amélioration de l'accès aux spécialistes de la santé et des services sociaux », souligne Fannie Dagenais, directrice de l'Observatoire des tout-petits.

L'ACCÈS À DES LOGEMENTS ABORDABLES : LA PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT #1

Le sondage indique que la plus grande priorité des Québécois est l'accès à des logements abordables pour les familles. En effet, près de 1 Québécois sur 3 (32 %) considère que cela devrait être l'un des trois investissements prioritaires pour le gouvernement.

Selon la littérature scientifique, le fait d'habiter dans un logement non abordable peut avoir un impact sur le développement des tout-petits. C'est notamment associé à un plus grand risque de retard sur le plan du développement physique, émotif, cognitif, langagier et social chez l'enfant. Heureusement, il est possible d'agir pour favoriser l'accès des familles à des logements abordables et de qualité, par exemple en favorisant l'accessibilité aux logements sociaux. Contrairement au Canada, plusieurs pays d'Europe présentent de fortes proportions de logements sociaux. À titre de comparaison, le Québec, qui a une population comparable à celle de l'Autriche, compte près de 160 000 logements sociaux et communautaires alors que l'Autriche en compte 900 000. Vienne est d'ailleurs l'une des rares capitales d'Europe à ne pas connaître de crise majeure du logement.

LA PRÉVENTION DE LA MALTRAITANCE : 2^E PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT

De plus, le sondage révèle qu'une proportion similaire, soit **près de 1 Québécois sur 3 (29 %), affirme que la prévention de la maltraitance devrait être l'un des trois investissements prioritaires du gouvernement en matière de petite enfance.** On sait que les effets de la maltraitance sur les jeunes enfants sont plus importants en raison de leur plus grande vulnérabilité et de leur dépendance à l'égard des adultes pour les soins quotidiens.

La Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse proposait d'ailleurs dans son rapport un virage majeur vers la prévention et l'agir tôt. La littérature scientifique démontre en effet qu'il est possible de prévenir la maltraitance en améliorant les conditions de vie et en réduisant le stress des familles par des mesures telles que le soutien au logement, l'aide au revenu, les mesures de conciliation famille-travail, le soutien social et l'accès à des services éducatifs à l'enfance de qualité.

L'ACCÈS AUX SPÉCIALISTES DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX POUR LES FAMILLES DE JEUNES ENFANTS : 3^E PRIORITÉ D'INVESTISSEMENT

Le troisième investissement prioritaire nommé par la population québécoise est l'accès aux spécialistes de la santé et des services sociaux pour les familles avec de jeunes enfants, pour plus de 1 Québécois sur 4 (27%).

Selon la recherche, il est indéniable que l'accès à des soins de santé et à des services sociaux en temps opportun pour les jeunes enfants est crucial, car un accès inadéquat aux soins de santé peut avoir un impact sur le bon développement des tout-petits et est associé à plus de douleur, de complications et de détresse émotionnelle chez le tout-petit. On estime d'ailleurs que la plupart des interventions rentables se feraient avant l'âge de 3 ans. Par exemple, un enfant qui éprouve des difficultés de langage et qui ne peut pas consulter une orthophoniste sera plus à risque de manifester des problèmes de comportement, car le développement du langage est primordial pour acquérir de bonnes habiletés sociales.

La bonne nouvelle, c'est qu'il est possible d'agir afin d'améliorer l'accès aux spécialistes pour les tout-petits. Par exemple, une étude menée auprès d'éducatrices en CPE a montré qu'un service d'accompagnement par une ergothérapeute leur a permis d'être plus outillées pour dépister des enfants ayant des besoins particuliers et intervenir auprès d'eux. Ainsi, les enfants peuvent être dirigés plus rapidement vers les services appropriés.

LA POPULATION PRÉOCCUPÉE PAR LE SORT DES ENFANTS EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

Le sondage de l'Observatoire des tout-petits nous apprend que les Québécois sont sensibles à la réalité des familles qui vivent en contexte de vulnérabilité. **D'ailleurs, la majorité de la population québécoise serait d'accord pour que le gouvernement du Québec investisse davantage afin de favoriser l'accès aux services pour les enfants qui ont des handicaps ou des besoins particuliers (87 %).**

L'amélioration de l'accès aux services de garde éducatifs à l'enfance de qualité préoccupe les Québécois. Selon les répondants, les deux principales priorités du gouvernement à cet égard devraient être de **s'assurer que les enfants issus de familles à faible revenu y ont accès** (28 %) et de **garantir des places pour les enfants en situation de vulnérabilité ou à risque de maltraitance** (26 %). La fréquentation d'un service éducatif de qualité pendant la petite enfance favorise en effet l'égalité des chances et pourrait même réduire l'écart dans les résultats scolaires entre les enfants issus de milieux défavorisés et ceux provenant de la classe moyenne.

« Les sociétés qui investissent dans la petite enfance et la famille sont celles dont l'état de santé est le meilleur et dont les niveaux d'inégalités en matière de santé sont les plus faibles du monde. Profitons de la Grande semaine des tout-petits qui débute pour réfléchir collectivement aux solutions à mettre en place pour que nos tout-petits démarrent dans la vie avec les meilleures chances possible. Tous les paliers gouvernementaux et tous les secteurs, du communautaire en passant par le milieu des affaires, peuvent influencer les conditions de vie des familles et le développement des tout-petits », affirme M^{me} Dagenais.

MÉTHODOLOGIE DU SONDAGE

Les résultats présentés dans ce document ont été obtenus à l'aide d'un sondage réalisé du 4 au 19 août 2022 par Léger auprès de 2 541 Québécois, pour le compte de l'Observatoire des tout-petits.

À PROPOS DE L'OBSERVATOIRE DES TOUT-PETITS (tout-petits.org)

L'Observatoire des tout-petits, un projet de la Fondation Lucie et André Chagnon, a pour mission de communiquer l'état des connaissances afin d'éclairer la prise de décision en matière de petite enfance au Québec, de sorte que chaque tout-petit ait accès aux conditions qui assurent le développement de son plein potentiel, peu importe le milieu où il naît et grandit.

– 30 –

Source : Observatoire des tout-petits

Renseignements :

Sandrine Gagné

Morin Relations Publiques

sandrine@morinrp.com

438 873-2909 (cell.)